

# Évaluation et recommandations

---

*Le remarquable programme de réformes de la République slovaque a accéléré le processus de rattrapage et rendu possible l'adhésion à la zone euro*

---

La Slovaquie a mis en œuvre simultanément une politique macroéconomique saine, une réforme complète de la fiscalité et de la protection sociale et de nouvelles réglementations visant les marchés des produits, des capitaux et du travail, qui ont eu pour résultat d'accélérer la croissance au cours des cinq années écoulées et d'accélérer le rythme de rattrapage du niveau de vie des pays plus prospères. La cohérence et la rigueur des réformes, ainsi que l'adhésion à l'Union européenne, ont contribué à convaincre les grandes sociétés multinationales que l'économie slovaque est une destination attrayante pour l'investissement. La pénétration des investissements directs étrangers (IDE) est élevée, l'investissement des entreprises – en particulier dans le secteur manufacturier exportateur – devenant le principal moteur de croissance des capacités et de la production. L'IDE a apporté de nouvelles technologies et de meilleures pratiques commerciales qui se sont largement diffusées dans les entreprises nationales, contraintes de se battre dans un cadre entrepreneurial plus dynamique. De fait, les gains de productivité ont été particulièrement substantiels dans les secteurs qui ont bénéficié d'importantes entrées d'IDE et dans ceux où la concurrence est la plus vive. Parallèlement, les taux d'intérêt, l'inflation et le déficit public ont convergé vers les niveaux de référence de l'Union européenne, confortant la crédibilité du programme de réformes et facilitant de plus en plus l'accès des petites entreprises au crédit. Grâce à une croissance robuste de la production potentielle, les exportations et la demande intérieure, qui se sont montrées dynamiques ces deux dernières années, n'ont pas connu de contraintes d'offre majeures et l'économie s'est maintenue sur une trajectoire de croissance équilibrée de l'ordre de 5 % par an. À terme, cependant, l'excédent de capacité va diminuer, d'où des risques possibles d'inflation.

---

*Pourtant, le processus de réforme demeure incomplet, et plusieurs défis majeurs sont à relever pour préserver la réussite économique*

---

En dépit de ces progrès spectaculaires, il est clair que la Slovaquie n'a fait qu'une partie du chemin vers une économie moderne, flexible et diversifiée qui offre des perspectives d'entrepreneuriat et d'emploi à l'ensemble de la population. Certains domaines d'action – notamment l'éducation et la réforme judiciaire – constituent aujourd'hui les principaux

chantiers inachevés. Pour consolider les progrès déjà accomplis et assurer la viabilité sociale et politique des réformes, les autorités doivent relever un certain nombre de défis :

- Compte tenu des critères de Maastricht, la Slovaquie devra évoluer sur la corde raide pour adopter l'euro en janvier 2009 comme prévu et dans des conditions satisfaisantes. L'effet des flux de capitaux spéculatifs représente un risque potentiellement important.
- En dépit de la récente expansion de l'emploi, le taux d'emploi est bas et le taux de chômage reste très élevé, surtout dans les régions orientales et parmi les personnes peu qualifiées.
- L'assise de la croissance demeure relativement étroite. Les entreprises multinationales bénéficient d'un soutien public substantiel (incitations financières, allègement des formalités administratives), mais les petites et moyennes entreprises locales sont davantage tributaires des conditions du marché local et du contexte institutionnel local, et donc plus vulnérables aux carences du cadre entrepreneurial intérieur. En raison de ces carences, la capacité innovatrice de l'économie apparaît faible si l'on exclut les secteurs dominés par l'IDE.
- La récente décentralisation budgétaire rend plus difficile encore la prestation de services publics de qualité pour un faible coût. Une gestion défectueuse des dépenses a engendré des inefficiences, de la corruption et un recours insuffisant aux mécanismes de marché pour la prestation de services.

---

*Les progrès vers la réalisation des critères de Maastricht sont satisfaisants, mais des risques subsistent*

---

L'un des principaux objectifs du gouvernement est l'adoption de l'euro en 2009. Pour cela, il faudra satisfaire aux critères de Maastricht concernant l'assainissement budgétaire, un taux d'inflation faible et un taux de change stable, avec des risques de tensions entre les objectifs d'inflation et de compétitivité. Ces derniers mois, un certain nombre de résultats économiques positifs ont atténué les préoccupations quant au respect de ces critères : l'inflation effective pour les premiers mois de l'année a été nettement inférieure aux prévisions, dissipant la crainte d'effets inflationnistes dus à des taux d'inflation beaucoup plus élevés l'an dernier; le déficit budgétaire pour 2004 a été plus faible que prévu; enfin, la pression à la hausse sur le taux de change de la couronne s'est atténuée. Ces résultats rendent de plus en plus crédible l'objectif du gouvernement de respecter tous les critères de convergence à l'horizon 2007, puis d'adopter l'euro en janvier 2009. Toutefois, si le rythme d'appréciation du taux de change redevient excessif, en particulier au moment même où se manifeste une surchauffe de l'économie, la politique monétaire serait de nouveau confrontée à un dilemme : abaisser les taux d'intérêt pour amortir une appréciation excessive, ou les relever pour modérer l'activité économique.

---

*La gestion du taux de change sera délicate avant et après l'adhésion au MCE-II*

---

Étant donné l'importance du taux de change comme canal de transmission de l'inflation, une certaine appréciation du taux de change nominal contribuerait à maintenir l'inflation à un bas niveau dans le contexte d'une économie intérieure dynamique, d'autant plus que

les paramètres fondamentaux justifieront sans doute une appréciation réelle progressive du taux de change de la Slovaquie. Toutefois, en vue de la participation au MCE-II, qui doit intervenir avant le milieu de 2006, mais aussi après l'adhésion au MCE, il faudra orienter la politique monétaire de telle façon que le taux de change réel reste effectivement conforme aux paramètres économiques fondamentaux. Dans le contexte de flux massifs de capitaux, cette tâche peut s'avérer difficile. Puisque le niveau actuel du taux de change est considéré comme globalement soutenable, la Slovaquie a peut-être intérêt à rechercher une participation précoce au MCE-II afin de consolider ces conditions favorables. Cependant, la stratégie gouvernementale globale pour l'entrée dans la zone euro (et notamment l'assainissement budgétaire) doit absolument conserver sa crédibilité.

---

*Le freinage des dépenses dans la période précédant l'élection de 2006 et le respect continu des objectifs budgétaires seront essentiels pour préserver la crédibilité de la convergence*

---

La Slovaquie est parvenue à freiner notablement ses dépenses ces dernières années. Compte tenu du déficit des administrations publiques de 3.3 % du PIB enregistré en 2004, le plafond de 3 % fixé par le traité de Maastricht peut être respecté. Toutefois, il existe un certain nombre de risques. Le premier est celui d'une révision à la hausse du coût de la réforme des retraites puisque le nombre des personnes transférées au régime de pensions du second pilier est plus élevé que prévu. Cette inquiétude n'a été qu'en partie dissipée par les modifications récentes du Pacte de stabilité et de croissance, qui envisage la prise en compte des coûts de la réforme des retraites dans une certaine mesure et pendant une période de temps limitée. D'autres risques peuvent découler d'une hausse plus forte que prévu des dépenses de santé, mais aussi du contexte politique à la veille de l'élection de 2006. Si certains de ces risques se concrétisent, de nouvelles mesures d'assainissement seront nécessaires. Tout assouplissement procyclique de la politique budgétaire à un moment où les capacités inutilisées de l'économie sont réduites aboutirait à imposer à la politique monétaire un effort de stabilisation supplémentaire et susciterait le risque d'une conversion à l'euro à un taux de change surévalué. Du reste, si l'économie donne des signes de surchauffe, un nouvel effort d'assainissement budgétaire contribuera à réduire la pression de la demande et à améliorer la viabilité.

---

*Des réformes fondamentales du marché du travail ont amélioré les incitations à travailler et facilité la création d'emplois*

---

Il convient de féliciter le gouvernement slovaque pour une série de réformes qui ont nettement renforcé la flexibilité du marché du travail et incité davantage les chômeurs à rechercher un emploi. Le code du travail a rendu les conditions de travail plus flexibles et assoupli les conditions de licenciement, d'où un contexte propice à la création d'emplois et à la réaffectation des emplois. En ce qui concerne les incitations à travailler, les réformes de la fiscalité et de la protection sociale font que les chômeurs sont beaucoup plus enclins à chercher du travail. Il est encourageant de constater que depuis quatre ans la création nette d'emplois a repris, le solde entre les gains d'emplois dans les branches en expansion et les pertes dans les secteurs en déclin étant devenu positif. Plus particulièrement, la

création nette d'emplois dans le secteur privé s'est accélérée ces deux dernières années, effaçant les pertes dans les secteurs en déclin et en voie d'ajustement. Le taux de chômage reste néanmoins très élevé chez les travailleurs peu qualifiés et dans les régions défavorisées. Des efforts plus énergiques s'imposent pour obtenir une baisse significative du chômage.

---

*Le chômage se maintient à un niveau inacceptable et de nouvelles initiatives devraient viser un renforcement des incitations à la création d'emplois...*

---

Bien que les réformes du système de sécurité sociale aient accru les incitations à chercher du travail, il faut faire davantage pour rendre les emplois plus accessibles aux demandeurs. À cet effet, la Slovaquie devrait réduire sensiblement le coût de la main-d'œuvre peu qualifiée. Cela pourrait se faire soit en abaissant le salaire minimum, soit en allégeant les cotisations sociales patronales sur les bas salaires. Si le salaire minimum est abaissé, l'effet sur le revenu net pourrait être atténué avec la mise en place d'un crédit d'impôt sur le revenu d'activité proposée par le gouvernement. L'une ou l'autre de ces mesures stimulerait la création d'emplois chez les travailleurs peu qualifiés, qui comptent le plus grand nombre de chômeurs. Le coût budgétaire de cette action devrait être financé par des coupes dans des dépenses moins prioritaires, notamment les subventions à l'industrie et à l'agriculture.

---

*... et une plus grande mobilité interrégionale de la main-d'œuvre*

---

Étant donné les très fortes disparités régionales des taux de chômage, la situation actuelle du marché du logement apparaît comme un obstacle majeur à la mobilité de la main-d'œuvre et, partant, au bon fonctionnement du marché du travail. Même si quelques mesures ont été prises pour améliorer la mobilité professionnelle, il est encore pratiquement impossible à un chômeur de déménager et de trouver un logement abordable dans une ville où les emplois sont plus nombreux. Il faut prendre d'urgence de nouvelles mesures pour promouvoir le rôle du secteur privé sur le marché du logement. En particulier, les dispositions du code civil sur la protection des locataires devraient être révisées de manière à stimuler l'offre privée sur le marché locatif. On devrait aussi promouvoir une gestion efficace des logements collectifs privatisés. Enfin, il faudrait supprimer progressivement le système actuel d'aides au logement (y compris les primes au titre des plans d'épargne), pour augmenter les allocations de logement dans les régions où les coûts sont les plus élevés afin de favoriser la mobilité de la main-d'œuvre.

---

*Une réforme de l'éducation s'impose d'urgence pour relever le niveau de compétences de la population*

---

À moyen et long terme, l'éducation et l'accumulation de capital humain peuvent non seulement améliorer les perspectives d'emploi des individus, mais aussi contribuer à l'accélération de la productivité et à l'innovation. Or, il apparaît que le système éducatif actuel ne prépare pas correctement les jeunes Slovaques au monde du travail moderne.

Dans l'enseignement primaire et secondaire, il faut d'urgence élaborer un nouveau programme, perfectionner les méthodes pédagogiques et mettre en place des mesures pour améliorer les résultats scolaires des enfants pénalisés par leurs antécédents socio-économiques. Étant donné qu'il est d'une importance cruciale de mieux armer tous les élèves en vue de leur vie professionnelle, il serait également justifié de consacrer aux écoles primaires et secondaires une plus forte proportion des dépenses d'éducation totales. Dans l'enseignement supérieur, la réforme a été récemment mise en échec par des tensions au sein de la coalition gouvernementale, d'où le rejet du projet de loi de financement de l'enseignement supérieur qui aurait instauré des droits finançant une partie des frais de scolarité. Ce moyen de promouvoir une amélioration de la qualité des universités étant (pour l'heure) exclu, il est d'autant plus important de favoriser les améliorations de qualité dans les établissements supérieurs par la concurrence entre les universités existantes, mais aussi par l'entrée de nouvelles universités de grande qualité, surtout étrangères. Les mécanismes de financement public des universités devraient aussi favoriser la concurrence, les dotations budgétaires prédéterminées étant remplacées par un financement plus concurrentiel fondé sur les résultats, tandis que les subventions de recherche feraient l'objet d'une mise en concurrence. Enfin, on n'accorde pas assez d'attention au besoin d'actualiser et de revaloriser les qualifications et les compétences des adultes peu qualifiés, et il importe de renforcer les responsabilités du ministère de l'Éducation et du ministère du Travail et des Affaires sociales à l'égard des besoins d'apprentissage des adultes.

---

*Il faut élargir l'assise de la croissance en rendant plus efficace la politique d'innovation...*

---

La croissance de la productivité et la capacité d'innovation de l'économie slovaque ont grandement bénéficié de la stabilité macroéconomique, de l'ouverture de l'économie et de la libéralisation des marchés. L'investissement direct étranger (IDE) a joué un rôle particulièrement important à cet égard. Maints secteurs de l'économie ont adopté des procédés de fabrication et des pratiques commerciales qui exploitent pleinement le capital de connaissances des économies plus industrialisées. Mais d'autres branches accusent toujours beaucoup de retard sur l'état actuel du savoir. La politique d'innovation devrait faciliter la diffusion des connaissances globales dans un plus large éventail de branches manufacturières et de services, au lieu de s'attacher principalement à étendre la frontière d'innovation dans quelques domaines choisis. En outre, il convient de promouvoir l'innovation commerciale dans les entreprises et jeunes pousses à capitaux slovaques en améliorant le régime fiscal des gains en capital et en assouplissant les restrictions actuelles qui empêchent les fonds de pension d'investir dans des fonds de capital-risque privés.

---

*... et en améliorant davantage le cadre entrepreneurial, en particulier le système judiciaire*

---

Ces dernières années, le gouvernement a fait de réels progrès vers une réduction des charges administratives inutiles pesant sur les entreprises et vers une intensification de la concurrence sur les marchés de produits. En outre, la réforme fiscale globale de 2004 a nettement renforcé les incitations à l'investissement. Un déficit de réforme subsiste en ce qui concerne le système juridique, la corruption, la libéralisation des services

professionnels et la mise en œuvre des politiques en matière de concurrence et de réglementation. Pour s'attaquer à ces problèmes, le gouvernement devrait prendre des mesures pour améliorer la capacité de gestion et la responsabilité à l'égard des résultats dans le secteur judiciaire, appliquer les mesures déjà adoptées en vue de réduire la corruption dans le système judiciaire et instaurer de nouvelles réformes pour réduire la corruption dans le système judiciaire et sur les marchés publics. Le gouvernement devrait aussi veiller à ce que les autorités chargées de la réglementation et de la concurrence soient dotées de moyens suffisants, et s'employer le plus possible à simplifier encore les relations entre l'administration publique et les entreprises. S'agissant de la corruption, quelques mesures appropriées ont été prises, mais les dirigeants politiques (à l'échelon central comme dans les administrations infranationales) devraient faire preuve d'une plus grande autorité morale et d'une plus grande détermination à accepter des lois anticorruption qui concernent leurs domaines de compétence. Le Parlement devrait adopter le projet de loi constitutionnelle qui réduirait l'immunité de ses membres et étendrait l'autorité de l'Office suprême de vérification des comptes aux administrations régionales et municipales. Le Parlement a adopté une loi autorisant la confiscation des biens acquis illégalement, mais de nouvelles améliorations s'avèrent nécessaires.

---

*Le secteur public est en voie de modernisation,  
mais de nouvelles réformes s'imposent*

---

Le secteur public a un rôle crucial à jouer à l'appui de l'économie en fournissant les services publics essentiels et en établissant un cadre juridique et réglementaire efficace et fiable. Toutefois, pour pouvoir mener à bien ces tâches, il doit faire l'objet d'une modernisation plus poussée. Afin de respecter la contrainte d'assainissement budgétaire, la réforme du secteur public devrait s'appuyer sur « la fixation de priorités stratégiques et la budgétisation axée sur les résultats ». De la sorte, le gouvernement pourrait allouer des ressources accrues aux secteurs clés où elles sont actuellement insuffisantes, notamment l'éducation, et veiller à ce qu'elles soient mises au service d'objectifs d'action clairs. En outre, il faut consolider l'infrastructure d'audit interne et externe pour mieux garantir l'intégrité de la gestion des dépenses et des marchés publics et réduire les risques de fraude et de corruption.

---

*La décentralisation budgétaire met en cause les  
équilibres budgétaires et la qualité des services  
publics*

---

Une décentralisation ambitieuse a été engagée, dictée davantage par des visées politiques que par des considérations d'efficacité économique. Elle offre néanmoins l'occasion de mettre en place des services innovants, d'accroître la réactivité vis-à-vis des besoins et de réduire les coûts. Toutefois, pour exploiter ce potentiel, les autorités devront surmonter deux carences structurelles : l'émiettement du tissu communal ne permet pas d'offrir des services de qualité satisfaisante et sur une échelle appropriée, et les institutions budgétaires infranationales ne sont pas suffisamment développées et intégrées au cadre national de gestion budgétaire. Bien qu'il soit trop tôt pour jauger les effets de la décentralisation, celle-ci risque de remettre en cause l'intégrité de la stratégie nationale d'assainissement budgétaire et d'abaisser la qualité et le rapport coût-efficacité des services publics. Pour éviter pareils résultats, il faudrait poursuivre les fusions entre petites

communes, encourager la prestation conjointe de services et instituer des règles budgétaires pour garantir une plus grande cohérence entre les politiques budgétaires centrales et infranationales. De plus, les risques de corruption dans les administrations régionales et municipales étant particulièrement élevés, il est crucial de renforcer le dispositif d'audit au niveau infranational.

---

*De nouvelles réformes de la gestion publique augmenteraient l'efficacité et l'efficience du secteur public*

---

Les autorités slovaques ont commencé à mettre en œuvre des réformes de la gestion publique qui sont de nature à accélérer la réaffectation des ressources et à améliorer la performance dans l'ensemble du secteur public. La gestion du personnel en fonction des performances et le recours aux mécanismes de marché pour la prestation des services, qui viennent d'être introduits, contribueraient à améliorer les résultats dans des domaines importants tels que l'éducation, les politiques actives du marché du travail et la santé et les services sociaux. Toutefois, l'application de ces mesures se heurte à un certain nombre de carences professionnelles et techniques et pourrait impliquer des ajustements de l'emploi. Étant donné que l'éventail des salaires est très resserré dans de nombreux segments du secteur public, la mise en place de la rémunération fondée sur les compétences et les résultats s'avère particulièrement importante, mais elle est contrariée par le fardeau budgétaire dû aux sureffectifs. *Il faut poursuivre les efforts pour promouvoir les réformes de la gestion publique, et tirer parti de la décentralisation pour amplifier leur mise en œuvre. Les autorités devraient faire bien connaître les retombées positives de ces innovations pour que leur application bénéficie d'un soutien public et politique plus vigoureux.*





## Table des matières

<b>Résumé</b> .....	8
<b>Évaluation et recommandations</b> .....	11
<b>Chapitre 1. Principaux défis économiques de la République slovaque</b> .....	19
La Slovaquie est parvenue à accélérer son processus de rattrapage .....	20
Quatre défis à relever pour stimuler l'élargissement de la croissance et la hausse de l'emploi. ....	40
Notes .....	42
Annexe 1.A1. La réforme fiscale de 2004 .....	43
<b>Chapitre 2. Politiques visant à préparer la voie à l'adhésion à la zone euro.</b> .....	49
La stabilité des prix paraît accessible, mais des risques demeurent .....	51
La stabilité du taux de change pourrait être le critère le plus difficile à respecter ....	56
Le coût de la réforme des retraites menace la mise en conformité avec le critère du déficit public .....	60
Les taux d'intérêt ont déjà convergé vers les niveaux de la zone euro .....	63
Conclusions. ....	64
Notes .....	65
Bibliographie. ....	67
Annexe 2.A1. Estimations du taux de change d'équilibre de la Slovaquie .....	70
<b>Chapitre 3. Politiques visant à favoriser la création d'emplois et à améliorer la mobilité de la main-d'œuvre</b> .....	75
Les incitations au travail ont été renforcées .....	76
Une création d'emplois favorisée par des marchés du travail flexibles, mais entravée par des prélèvements élevés sur les salaires. ....	79
Une nouvelle politique du logement est nécessaire pour améliorer la mobilité interrégionale de la main-d'œuvre .....	84
Notes .....	89
Bibliographie. ....	90
<b>Chapitre 4. Créer des conditions plus propices à l'innovation et à la croissance</b> .....	93
Une stratégie de développement permettant une diversification au-delà de l'IDE. ....	94
Renforcer le capital humain et l'enseignement .....	95
Créer des conditions propices à l'innovation dans le secteur des entreprises .....	102
Développer une société de l'information .....	108
Amélioration de l'environnement général dans lequel évoluent les entreprises .....	111

Notes .....	122
Bibliographie .....	124
<b>Chapitre 5. Bâtir un secteur public moderne</b> .....	127
Les équilibres budgétaires se sont considérablement améliorés et les institutions chargées des finances publiques ont été renforcées .....	128
Une décentralisation administrative de grande ampleur a été lancée .....	128
Le cadre budgétaire à moyen terme est ambitieux, mais il faut renforcer la définition des priorités .....	134
Nouvelles réformes visant à améliorer la qualité de la gouvernance et des services publics .....	139
Notes .....	150
Bibliographie .....	153
Annexe 5.A1. La décentralisation budgétaire en Slovaquie .....	155
<b>Annexe A. Mise en œuvre des recommandations antérieures de l'OCDE</b> .....	161
<b>Encadrés</b>	
1.1. Une réforme fondamentale de la fiscalité .....	24
1.2. Incitations à l'investissement direct étranger .....	25
1.3. Le rôle de l'IDE .....	29
1.4. Prévisions à court terme de l'OCDE pour la Slovaquie .....	32
1.5. Retombées de la productivité .....	33
2.1. L'effet Balassa-Samuelson et l'effet boxeur .....	53
2.2. L'(in)efficacité de l'intervention sur le marché des changes .....	57
2.3. Changements récents du Pacte de stabilité et de croissance .....	62
3.1. Mesure du chômage .....	80
3.2. Arguments en faveur d'une réduction des prélèvements sur les salaires des travailleurs peu qualifiés .....	83
3.3. Résumé des recommandations .....	89
4.1. Politiques d'atténuation de l'impact de l'origine socio-économique sur la performance des élèves .....	98
4.2. Politiques d'incitation à l'innovation dans le secteur des entreprises .....	105
4.3. Enseignements tirés de l'expérience d'autres pays de l'OCDE à propos des TIC ...	110
4.4. Recommandations concernant la création de conditions plus propices à l'innovation et à la croissance .....	121
5.1. Le renforcement des institutions budgétaires et les domaines où une convergence plus poussée est possible .....	132
5.2. Dépenses consacrées à l'éducation : la Slovaquie restera-t-elle à la traîne? ...	138
5.3. Politiques en faveur de la minorité rom .....	145
5.4. Les mécanismes de marché dans les politiques de développement durable ...	148
5.5. Résumé des recommandations .....	149
<b>Tableaux</b>	
1.1. Demande, production et prix .....	32
1.2. Ventilation sectorielle de l'emploi, 2000-2004 .....	36
1.3. Plus de possibilités de migration intérieure .....	39
1.A1.1. Taux effectifs moyens d'imposition des sociétés .....	45
1.A1.2. Taux marginaux effectifs d'imposition des sociétés .....	45
2.1. L'effet boxeur dans certains membres de la zone euro .....	53

2.2. Indicateurs de la capacité de financement des administrations publiques (en % du PIB) . . . . .	61
2.A1.1. Estimations, en termes de taux de change d'équilibre comportemental (BEER), des désalignements de la couronne slovaque . . . . .	72
3.1. Cotisations de sécurité sociale obligatoire . . . . .	81
3.2. Mode d'occupation du logement . . . . .	87
4.1. Principaux indicateurs de la science et de la technologie . . . . .	104
4.2. Jugement porté sur l'environnement des entreprises en Slovaquie, 2004 . . . . .	117
5.1. Compétences de l'administration centrale, des régions et des communes . . . . .	134
5.2. Cadre budgétaire à moyen terme, 2006-2008 . . . . .	136
5.3. Partenariats public/privé . . . . .	142
5.4. Emploi et rémunérations dans les administrations publiques, 2001-2005 . . . . .	142
5.5. Ventilation de l'emploi dans les administrations publiques, budget 2004-2005 . . . . .	143

## Graphiques

1.1. Croissance du PIB et des exportations . . . . .	20
1.2. Succès dans la désinflation . . . . .	21
1.3. Une trajectoire originale d'assainissement budgétaire . . . . .	22
1.4. Un environnement compétitif pour les entreprises . . . . .	26
1.5. Améliorer la crédibilité internationale . . . . .	27
1.6. Le rôle croissant de l'IDE . . . . .	28
1.7. Entrées d'IDE par branche . . . . .	29
1.8. Sources de la croissance . . . . .	31
1.9. Croissance de la productivité dans les branches où l'IDE domine et dans les branches à capitaux slovaques . . . . .	33
1.10. Convergence de la productivité et de l'emploi . . . . .	35
1.11. Sources restantes de la variation internationale du PIB par habitant . . . . .	37
1.12. Potentiel d'emploi . . . . .	38
1.13. Potentiel d'emploi restant . . . . .	39
1.A1.1. Charge fiscale moyenne effective des sociétés en Europe . . . . .	46
2.1. Convergence de l'inflation et des taux d'intérêt aux niveaux de la zone euro . . . . .	52
2.2. La hausse des prix des biens échangeables et celle des services marchands restent divergentes . . . . .	55
2.3. Évolution du taux de change nominal et du taux de change réel . . . . .	58
2.4. Évolution récente de la couronne et mesures prises par la BNS . . . . .	59
2.5. L'impact de la réforme des retraites sur le déficit budgétaire . . . . .	61
2.6. Taux d'intérêt réels en Slovaquie et dans la zone euro . . . . .	64
3.1. Taux effectif d'imposition lorsqu'une personne sans emploi trouve un emploi . . . . .	77
3.2. Taux net de remplacement pour une famille à deux enfants en cas de chômage de longue durée, 2002 . . . . .	78
3.3. L'écart se creuse entre les deux indicateurs de l'emploi . . . . .	80
3.4. Coût du travail . . . . .	81
3.5. Coin fiscal sur le travail, comparaison internationale . . . . .	82
3.6. Évolution de l'emploi par branche . . . . .	85
3.7. Taux de mobilité géographique et taux de chômage dans un certain nombre de pays de l'OCDE . . . . .	86
4.1. Niveau d'instruction de la population . . . . .	96
4.2. Situation sur le marché du travail, par niveau d'instruction . . . . .	97
4.3. Scores PISA par rapport aux scores moyens pour l'OCDE . . . . .	97

4.4.	L'impact du statut socio-économique sur les résultats en mathématiques . . . .	99
4.5.	Dépenses pour les établissements éducatifs par élève, aux différents niveaux, 2001. . . . .	101
4.6.	Rémunération des enseignants dans le premier cycle du secondaire, 2002 . . . .	101
4.7.	Dépenses de R-D et niveau de revenu. . . . .	103
4.8.	Investissements en capital-risque. . . . .	107
4.9.	Nombre d'abonnés au haut débit pour 100 habitants dans les pays de l'OCDE. . . .	109
4.10.	Utilisation des TIC par les entreprises . . . . .	109
4.11.	Réglementation des services professionnels, 2003 . . . . .	112
4.12.	Lien entre le niveau de réglementation globale et la cohérence des politiques dans les pays de l'OCDE . . . . .	113
4.13.	Une immatriculation plus efficace des entreprises . . . . .	114
4.14.	Tarifs des télécommunications . . . . .	115
4.15.	Influence perçue du cadre législatif et réglementaire sur les entreprises. . . . .	118
4.16.	Lenteur de la procédure de faillite, mais amélioration attendue . . . . .	118
4.17.	Indice de perception de la corruption, 2004 . . . . .	119
5.1.a.	Ajustement des recettes et des dépenses publiques . . . . .	129
5.1.b.	Ajustement des recettes et des dépenses publiques . . . . .	130
5.2.	Niveau de revenu et ajustement de la taille du secteur public . . . . .	131
5.3.	Ventilation des comptes des administrations publiques. . . . .	134
5.4.	Dépenses consacrées aux établissements scolaires . . . . .	138
5.5.	Possibilités de meilleure gouvernance . . . . .	140
5.6.	Réformes de la gestion publique . . . . .	141

*Cette étude est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement, qui est chargé de l'examen de la situation économique des pays membres.*

*La situation économique et les politiques de la République slovaque ont été évaluées par le Comité le 11 juillet 2005. Le projet de rapport a ensuite été révisé à la lumière de la discussion et finalement approuvé par le Comité plénier le 28 juillet 2005*

*Le projet de rapport du Secrétariat a été établi pour le Comité par Rauf Gönenç et Anne-Marie Brook sous la direction de Willi Leibfritz.*

*L'étude précédente de la République slovaque a été publiée en mars 2004.*

*La présente Étude économique ne peut pas analyser certaines politiques qui intéressent le pays mais relèvent de la compétence de la Communauté européenne. Si quelques-unes d'entre elles peuvent être examinées dans le contexte de l'étude de la zone euro, d'autres ne peuvent pas l'être par le Comité EDR, car la Commission européenne considère pour l'instant que les études économiques doivent avoir une portée limitée. Aucune limite ne s'applique en ce qui concerne les politiques qui peuvent être examinées dans les études économiques des autres pays de l'OCDE.*

*La Commission et les États membres de l'Union européenne étudient activement les moyens d'examiner dans le contexte du comité EDR les politiques mises en œuvre à l'échelle de la Communauté et de l'Union européenne.*

## STATISTIQUES DE BASE DE LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE (2004)

### LE PAYS

Superficie (km <sup>2</sup> )	49 035	Villes principales (nombre d'habitants) (fin 2001)	
Superficie agricole (km <sup>2</sup> )	24 440	Bratislava	428 094
		Kosice	236 036
		Presov	92 720
		Nitra	87 308

### LA POPULATION

Population (en milliers)	5 385
Nombre d'habitants par km <sup>2</sup>	110
Accroissement annuel de la population (1990-2004, en pourcentage)	0.1
Taux de mortalité infantile (pour mille naissances viables, 2002)	7.6
Espérance de vie à la naissance (2002) : hommes	69.2
femmes	77.8
Chômage recensé, pourcentage de la population active	14.3
Chômage mesuré par l'enquête sur le marché du travail, (pourcentage de la population active)	18.1
Emploi mesuré par l'enquête sur le marché du travail (en milliers)	2 170

### PRODUCTION

PIB (en milliards de SKK)	1 325.5
PIB par habitant (en dollars EU au taux de change du marché)	7 637
Formation brute de capital (en pourcentage du PIB)	24.7

### LE GOUVERNEMENT

En pourcentage du PIB		Composition du Parlement de la République slovaque (élections de septembre 2002) :	
Recettes de l'État	36.6	Mouvement pour une Slovaquie démocratique	26
Dépenses de l'État	39.9	Union démocratique et chrétienne de la Slovaquie	22
Dette publique	43.6	SMER	25
Dette extérieure officielle (État et Banque nationale de la République slovaque)	16.7	Coalition hongroise	20
		Mouvement démocratique chrétien	15
		Alliance du nouveau citoyen	12
		Parti communiste slovaque	9
		Autres	21

### COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services, % du PIB	76.8	Importations de biens et services, % du PIB	79.5
Principales exportations, % du total		Principales importations, % du total	
Machines et matériel de transport	45.9	Machines et matériel de transport	39.6
Produits manufacturés	36.0	Produits manufacturés	29.5
Produits chimiques	5.4	Produits chimiques	9.8
Autres	12.6	Autres	21.1

### LA MONNAIE

Unité monétaire : couronne slovaque	
Unité monétaire par dollar EU (moyenne)	
Année 2004	32.2
Juin 2005	31.6